



MES PRIORITÉS:

En tant que président de la Commission, je me fixerai cinq priorités.

1.

Ma première priorité sera **de mettre la croissance et de l'emploi au cœur des priorités de la prochaine Commission. Le marché unique du numérique pour les consommateurs et les entreprises est un élément clef pour la croissance** ; nous devons exploiter les possibilités des technologies numériques. Pour cela, nous devons **avoir le courage de briser les barrières nationales en matière de réglementation des télécommunications, du droit d'auteur et la de la protection des données, ainsi qu'en matière de gestion des ondes radio et de droit de la concurrence.**

Si nous y parvenons, nous pourrons permettre aux citoyens européens de pouvoir bientôt utiliser leurs téléphones mobiles dans toute l'Europe sans avoir à payer des frais d'itinérance. Nous pourrons faire en sorte que les consommateurs puissent avoir accès à la musique, aux films et aux événements sportifs sur leurs appareils électroniques où qu'ils soient en Europe. Et nous pourrons générer 500 milliards d'euros de croissance supplémentaire en Europe dans les cinq prochaines années, créant ainsi des centaines de milliers de nouveaux emplois et une société de la connaissance dynamique. Je vais travailler sur ce projet dès le premier jour de mon accession à la présidence de la Commission.

2.

En second lieu, je tiens à réformer et à réorganiser la politique énergétique de l'Europe dans une nouvelle **Union européenne de l'énergie**. Nous devons mettre en commun nos ressources, combiner nos infrastructures et parler d'une seule voix lors des négociations avec des pays tiers. Nous devons diversifier nos sources d'énergie, et réduire la dépendance énergétique de plusieurs de nos États membres vis-à-vis des autres pays.





MES PRIORITÉS:

Je veux garder notre marché européen de l'énergie ouvert à nos voisins. Toutefois, **si le prix de l'énergie importée de l'Est devient trop cher, politiquement ou économiquement, l'Europe doit être capable d'avoir accès très rapidement à d'autres sources d'approvisionnement.** Et nous avons besoin de renforcer la part des énergies renouvelables sur notre continent pour mener une politique responsable de lutte contre le réchauffement climatique. C'est également un impératif pour la politique industrielle, si nous voulons toujours avoir accès à une énergie à un prix abordable disponible à moyen terme. **Je veux donc que l'Union européenne de l'énergie devienne le numéro un mondial des énergies renouvelables.**

3.

Troisièmement, sous ma présidence, **la Commission devra négocier un accord commercial raisonnable et équilibré avec les États-Unis d'Amérique.** Il est anachronique qu'au XXI^e siècle, les Européens et les Américains continuent à s'imposer mutuellement des droits de douane. Ceux-ci devraient être rapidement et intégralement supprimés. Je crois aussi que nous pouvons aller plus loin dans la reconnaissance réciproque des normes, ou bien travailler à la création de normes transatlantiques. Cependant, comme président de la Commission, je serai aussi très clair ; **je ne sacrifierai pas les normes européennes de sécurité, de santé, les normes sociales et les normes de protection des données sur l'autel du libre-échange. Je serai particulièrement intransigeant sur la sécurité alimentaire et la protection des données personnelles.**

4.

Ma quatrième priorité sera de poursuivre la réforme de notre union monétaire et de le faire en gardant la dimension sociale de l'Europe à l'esprit. Dans les cinq prochaines années, nous devons consolider, simplifier et rendre plus légitimes les mesures inédites que nous avons prises durant la crise. Je vois trois principales mesures à prendre :





MES PRIORITÉS:

a- Nous devons rééquilibrer la relation entre les élus et la Banque centrale européenne dans la gestion quotidienne de la zone euro. J'admire ce que Mario Draghi a fait pour sauver l'euro. Cependant, il a dû le faire dans des conditions manifestement exceptionnelles. La BCE ne veut ni ne peut gouverner la zone euro. La zone euro devrait être gouvernée par la Commission et par l'Eurogroupe, qui, à mon avis, devrait être géré par un président à temps plein. Les questions liées au taux de change font partie des attributions de l'Eurogroupe. Nous ne devons pas l'oublier au cas où le taux de change de l'euro devrait encore augmenter et devenir un problème pour la croissance.

b- Nous devons aussi rééquilibrer la façon dont nous accordons notre soutien à la stabilité des pays de la zone euro en difficulté financière. Je propose qu'à l'avenir, tout support et programme de réforme doit être évalué en termes de viabilité financière et en termes d'impact social. Les effets sociaux des réformes structurelles doivent être débattus publiquement. Mon parti, le PPE, croit en l'Economie Sociale de Marché. **En temps de crise, ce principe n'est pas compatible avec le fait que les spéculateurs deviennent encore plus riches, tandis que les retraités ne savent plus comment subvenir à leurs besoins quotidiens.** Dans ce contexte, une capacité financière au niveau de la zone euro pourrait être créée pour servir d'amortisseur en cas de besoin.

c- Troisièmement, je suis convaincu que nous devons renforcer le rayonnement extérieur de notre union monétaire. La Commission avait déjà proposé en 1998 une représentation commune de la zone euro au FMI, mais ce projet n'a jamais abouti. Aujourd'hui, le traité prévoit l'adoption d'une telle proposition à la majorité qualifiée par les pays de la zone euro, et non plus à l'unanimité. Je crois qu'il est grand temps que nous allions de l'avant avec cette proposition pour renforcer la voix de la zone euro au FMI, et en tant que président de la Commission, je m'en occuperai personnellement. L'euro ne doit pas seulement être stable sur le marché intérieur, il doit aussi avoir une forte voix sur la scène mondiale.



EXPERIENCE.
SOLIDARITY.
FUTURE.

#withJuncker

MES PRIORITÉS:

5.

Ma cinquième priorité en tant que président de la Commission sera de **trouver une solution à la situation du Royaume-Uni dans l'UE**. Aucun homme politique raisonnable ne peut ignorer le fait que, au cours des cinq prochaines années, nous devons régler cette question. Nous devons le faire si nous voulons garder le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, et c'est ce que je souhaite faire. **En tant que président de la Commission, je vais travailler à l'établissement d'un accord équitable avec la Grande-Bretagne. Un accord qui accepte les spécificités du Royaume-Uni dans l'UE, tout en permettant à la zone euro d'aller plus loin dans son intégration.** Le Royaume-Uni doit comprendre que, dans la zone euro, nous avons besoin de plus d'Europe. D'autre part, les autres pays de l'UE doivent accepter que le Royaume-Uni ne fera jamais partie de l'Eurozone, même si on peut le regretter. Nous devons accepter que le Royaume-Uni ne sera pas non plus membre de l'espace Schengen. Et je suis également prêt à accepter que le Royaume-Uni reste en dehors de nouvelles institutions de l'UE tels que le Bureau du procureur européen, destiné à améliorer la lutte contre la fraude dans l'UE, mais clairement rejeté par la Chambre des communes et la Chambre des Lords. Nous devons respecter ces positions claires du Parlement britannique, sur la base du protocole britannique « opt out ». David Cameron a récemment exprimé un certain nombre de nouvelles demandes-clés dans un article publié dans le Daily Telegraph. Comme président de la Commission, je serai prêt à discuter avec lui de ces demandes de manière apaisée. **Ma ligne rouge dans de telles négociations sera l'intégrité du marché unique ainsi que la possibilité d'une plus grande intégration dans la zone euro pour renforcer la monnaie unique partagée par 18 et bientôt 19 États membres.** Je sais également que cet accord est très important pour la Grande-Bretagne.

